

Lutte de classe

Pourquoi l'Assemblée constituante ne peut pas constituer la base d'un Etat ouvrier.

En rédigeant le titre, je m'y suis repris à plusieurs fois, je me suis demandé s'il ne valait pas mieux écrire : Pourquoi l'Assemblée constituante ne pourrait-elle pas constituer la base d'un Etat ouvrier ? Puis, je me suis dit que c'était produire un contresens, puisqu'elle s'inscrit dans le cadre d'un Etat aux caractéristiques sociales précises et qu'elle en partage la nature sociale, elle ne pourrait pas servir successivement un Etat bourgeois et un Etat ouvrier. Pourrait-elle alors servir de point d'appui au combat de la classe ouvrière dans sa lutte pour le pouvoir ? La réponse à cette question vient justement d'être fournie, et si cela ne suffisait pas on pourrait observer ce qui se passe en Bolivie pour en avoir confirmation. Mais allons plus loin en partant de la situation du Honduras.

Où, quand, comment quelque part dans le monde, une Assemblée constituante a-t-elle permis au prolétariat d'arriver au pouvoir ? Réponse : nulle part et jamais. Simple constat que chacun peut faire. Comme nous ne sommes pas bornés et qu'il faut étudier toutes les hypothèses avant d'aboutir à une conclusion, si nous admettons qu'une autre réponse pourrait être apportée à notre question, voyons dans quelles conditions et s'il faut corriger notre position.

Dans un article de l'agence Reuters d'hier on pouvait lire ceci :

« Même s'il est autorisé à rentrer dans son pays, M. Zelaya ne pourra pas se présenter à l'élection du 29 novembre car la Constitution du Honduras prévoit un mandat présidentiel unique. M. Zelaya a été renversé pour avoir voulu convoquer par référendum une assemblée constituante en vue de modifier la Constitution du pays, notamment sur la question du mandat unique. »

Laissons tomber la question qui consisterait à se demander si Zelaya avait convoqué ce référendum uniquement dans le but de rester au pouvoir.

Zelaya est un magnat du bois issu de l'oligarchie dont il dirige un des partis, le Parti libéral du Honduras (PLH), l'autre parti de l'oligarchie s'appelle le Parti nationaliste hondurien (PNH).

Il a été élu président du Honduras en 2005 avec 49,9% des voix.

Avant cela, il a été élu deux fois député. En 1998, une première fois sous la présidence de Carlos Reina Idiáquez puis celle de Carlos Flores, il sera nommé directeur du Fonds hondurien d'investissement social.

A partir de janvier 2006, quand il entame son mandat, en janvier 2006, son parti est majoritaire au Parlement et vote la loi de participation citoyenne. Zelaya va s'en emparer pour lancer la consultation avortée par le coup d'Etat.

Il procède à des réformes sociales importantes en direction de la majorité de la population la plus pauvre, mais apparemment pas suffisamment, car les grèves se succèdent dans tout le pays au point qu'il doit procéder à une augmentation de 60% du salaire minimum, cela donne une idée des salaires misérables que percevaient les ouvriers.

Il va s'opposer au FMI qui souhaite plus de privatisations et de rigueur budgétaire et il obtient une condamnation partielle de la dette. C'est alors que pour tenter de résoudre la crise énergétique, il se rapproche d'Hugo Chavez, avec l'approbation de Bush et de l'oligarchie. Mais ses discours teintés d'anti-impérialisme finissent par convaincre la majorité de l'oligarchie et le PNH que sa démarche soulève un risque de contagion politique, sans oublier Washington qui craint dorénavant que son rapprochement avec Chavez n'aille au-delà de ce que la Maison Blanche peut tolérer.

Il faut bien comprendre qu'à l'origine les uns et les autres savent parfaitement à quel double jeu se livre Chavez, et s'ils s'en servent c'est uniquement aux fins de défendre les intérêts de la bourgeoisie hondurienne inféodée à l'impérialisme américain.

Manuel Zelaya ne représente pas davantage que son adversaire Ricardo Maduro les intérêts des classes exploitées du Honduras, il était seulement une alternative politique pour l'oligarchie divisée pour affronter les problèmes que traverse le pays, dont la pauvreté qui frappe une grande partie de la population, afin d'assurer le maintien du régime en place et assurer la paix sociale.

La constitution en vigueur ne lui permettait pas de se représenter à l'élection présidentielle de novembre prochain, et obtenir une modification de la constitution par le biais du Parlement était devenu un objectif impossible à atteindre du fait que la majorité de l'oligarchie condamnait ces réformes sociales trop coûteuses à son goût, d'où l'idée de ce référendum sur la convocation d'une Assemblée constituante, qui une fois formée lui aurait donné la possibilité de se représenter, tout du moins c'est le calcul qu'il avait fait avec ses partisans, c'était peut-être oublier un peu vite que l'existence de cette Assemblée constituante ne remettait pas en cause l'existence de l'Etat bourgeois, de ses vieilles institutions réactionnaires et surtout de sa Constitution taillée sur mesure pour défendre les intérêts des classes dominantes, donc au bout du compte cela n'aurait absolument rien changé pour le peuple hondurien.

Mais pourquoi n'est-il pas passé par le Parlement ? Parce que même si son parti est majoritaire, il est composé en grande partie de membres issus de l'oligarchie comme lui, la crise du capitalisme étant passée par là et face aux violentes critiques que ses réformes sociales et son rapprochement politique avec Chavez avaient déclenchées, il ne pouvait plus espérer obtenir leur soutien au Parlement, y compris dans son propre parti.

Il a cru qu'en s'appuyant sur une vaste mobilisation populaire, il pourrait vaincre les réticences de son propre camp et de l'armée, sauf qu'apparemment cette mobilisation populaire n'a pas été à la hauteur de ses espérances, ils ont donc décidé de siffler (provisoirement) la fin de la partie.

En conclusion, on doit condamner le coup d'Etat, mais sans soutenir Zelaya qui défend et représente les intérêts fondamentaux de l'oligarchie et non ceux de la classe ouvrière.

Comment comprendre qu'André Camps puisse écrire page 11 du n°57 d'*Informations ouvrières* :

« Il est évident que, face à l'immense mouvement des masses qui s'est développé au Honduras, notamment après le coup d'Etat, l'administration Obama, en accord avec l'oligarchie hondurienne, cherche à tout prix à préserver les institutions de l'Etat et à obliger Zelaya à renoncer au combat pour l'Assemblée constituante. »

Il commet là un faux, c'est une manipulation pour justifier la ligne politique opportuniste du POI qui ne se limite pas à la France. Comment croire un instant que Zelaya au pouvoir et une Assemblée constituante pourraient remettre en cause « les institutions de l'Etat », alors qu'en Bolivie les vieilles institutions bourgeoises sont toujours en place ? Idem au Venezuela.

En réalité, ils prennent le problème à l'envers.

Temps que les vieilles institutions de l'Etat bourgeois n'aient pas été abattues par la mobilisation révolutionnaire des masses, les Assemblées constituantes n'auront aucun pouvoir ou presque, au mieux elles servent à légitimer le régime en cogérant la société pour le compte des exploités, rien de changer pour le prolétariat.

Ainsi, la convocation d'une Assemblée constituante débouche sur une impasse et la collaboration de classes, un front populaire flanqué d'une assemblée à sa botte.

Il apparaît clairement que pour qu'une Assemblée constituante puisse être souveraine et constituer sans avoir à s'en remettre à une autorité supérieure, il faut que la classe ouvrière ait liquidé au préalable *de fond en comble* l'Etat bourgeois. C'est un des enseignements de la Commune de Paris que nous a légué Marx et

Engels et dont avait tenu compte Lénine en liquidant l'Assemblée constituante qui s'opposait aux soviets, donc au nouveau pouvoir ouvrier en Russie. On se demandera comment on peut à la fois se revendiquer de la révolution d'Octobre et décider de passer outre cette leçon déterminante de la lutte de classe.

A ceux qui rêvent éveillés d'une Assemblée constituante remettant un jour en cause l'Etat bourgeois, qu'ils ne se fassent pas trop d'illusions quand même, car si les classes dominantes et l'armée n'ont pas pu empêcher la convocation d'Assemblées constituantes dans plusieurs pays d'Amérique latine, il ne faut pas oublier que si ce processus a été mené à son terme, cela a toujours été avec leur accord, sachant par avance qu'ils continueraient à détenir le pouvoir, et que si un jour un petit malin décidait de passer outre, elles n'auraient qu'à le liquider tout simplement en faisant appel aux moyens dont elles disposent avec l'Etat.

A l'heure où les masses se mobilisent au Honduras, à partir de l'expérience qu'elles viennent de vivre avec ce nouveau coup d'Etat, il est clair qu'orienter son combat dans la perspective d'une Assemblée constituante liée aux institutions en place, ne pourra que les conduire dans une impasse politique où les livrer désarmées au régime. Cette expérience à montrer au prolétariat du Honduras que son combat politique devait être orienter contre l'Etat et ses institutions pour les éliminer, condition sans laquelle il ne prendra jamais le pouvoir.

La différence essentielle qui existe entre les mouvements populaires d'Amérique latine prônant la convocation d'une Assemblée constituante et les révolutions russe, cubaines ou chinoise, c'est qu'ils ne se déroulent pas sous la direction de partis ouvriers déterminés à en finir avec le régime capitaliste et les institutions politiques à son service.

Un camarade du PT justifiait le processus conduisant à la convocation d'Assemblées constituantes en expliquant qu'elles correspondaient à l'état d'esprit des masses et que vouloir aller plus loin serait brûler les étapes ou se couper des masses, autrement dit, en guise d'analyse, il se contentait d'un constat conduisant à dire qu'on ne pouvait pas marcher plus vite que les masses et qu'il fallait s'adapter à leur état d'esprit... S'il avait réfléchi un peu et qu'il s'était livré à la comparaison que j'ai faite au paragraphe précédent, il aurait abouti à une toute autre conclusion, que ce n'était pas les masses qui étaient à la traîne de l'histoire, mais bien ses dirigeants.

Je ne pense pas que les masses russes en 1917, les masses chinoises en 1949 ou les masses cubaines en 1959 auraient été davantage portées spontanément à liquider le vieil ordre social en vigueur que les masses boliviennes ou honduriennes, c'est uniquement parce qu'elles ont été guidées par des partis qui les avaient organisées dans cet objectif, qu'elles sont finalement parvenues à liquider les vieilles institutions et à exproprier les capitalistes et les grands propriétaires terriens, que le pouvoir leur ait été confisqué dès le début par la bureaucratie maoïste et cubaine est une autre question.

La question déterminante au Honduras comme dans tous les pays demeure bien celle de la construction de partis marxistes-révolutionnaires capables de guider les masses sur la voie qui conduit à la prise du pouvoir et au socialisme.

Pour construire un tel parti au Honduras et orienter le combat des masses dans une perspective révolutionnaire, il faut relier leur affrontement actuelle avec l'appareil d'Etat au service de l'oligarchie aux enseignements de la révolution russe de 1917 qui leur montrent la voie à suivre, sur le terrain pratique, cela consiste à concentrer son activité contre le gouvernement et les institutions réactionnaires qu'il faudra chasser et liquider...

Les masses honduriennes font l'expérience que les capitalistes, le gouvernement, les institutions dont l'armée, défendent la même cause, qu'ils sont intimement liés par les mêmes intérêts de classe, qu'ils sont leur ennemi et qu'aucun pacte ne peut et ne doit être passé avec eux, même au nom de la convocation d'une Assemblée constituante qui ne pourra être que l'otage et le complice du régime.